

OECD *Multilingual Summaries*

OECD Tourism Trends and Policies 2018

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/tour-2018-en](https://doi.org/10.1787/tour-2018-en)

Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2018

Résumé en français

Le tourisme est un secteur économique majeur dont la contribution directe atteint en moyenne 4.2 % du PIB, 6.9 % de l'emploi et 21.7 % des exportations de services dans la zone OCDE. Les tendances récentes témoignent d'une poursuite de la croissance et de l'ouverture du secteur : au niveau mondial, les arrivées de touristes internationaux ont progressé à plus de 1.2 milliard en 2016, et les pays de l'OCDE jouent un rôle prépondérant dans cette évolution positive, avec des arrivées en hausse de 3.9 %, qui représentent 55 % des arrivées mondiales et 59.5 % des recettes mondiales (en progression de 2.6 % en termes réels, pour un montant de 1 226 milliards USD en 2016). Les pouvoirs publics étant conscients de cette importante contribution économique, les pressions généralisées à la baisse qu'ont subies les finances publiques n'ont pas empêché le maintien ou l'augmentation des budgets du tourisme.

La pérennité du développement du secteur du tourisme dépendra de sa capacité d'adaptation aux tendances qui se font jour sur les plans économique, social, politique, environnemental et technologique. Pour que le tourisme réalise son potentiel au profit d'une croissance durable et inclusive, il faudra mettre en place des politiques équilibrées, des stratégies intégrées et des structures interministérielles, ainsi que des mécanismes intégrant le secteur privé et d'autres parties prenantes à la gouvernance du tourisme.

Dans leur grande majorité, les pays disposent de politiques, de stratégies et de plans à moyen-long terme ciblant spécifiquement le tourisme. Les priorités des politiques du tourisme varient très peu d'un pays à l'autre, l'accent étant mis sur le renforcement de la compétitivité, de la viabilité écologique et de l'inclusivité, sur la gestion de la saisonnalité de la demande et sur une amélioration qualitative de l'offre touristique au profit de son attractivité. On a observé ces deux dernières années une prise de conscience de la nécessité de développer, gérer et promouvoir les destinations locales, avec l'aide de structures et de financements à l'échelon régional ou local, et de préparer et mettre en œuvre des plans de gestion des destinations.

Des actions très variées ont eu pour but de développer et de commercialiser des produits et des destinations typiques. Sur le plan marketing, la mise en avant de marques régionales et thématiques a débouché dans différents cas sur de bons résultats. De nombreux pays ont créé des offres et des expériences nouvelles en se fondant sur leur patrimoine naturel et culturel, et ont cherché à désaisonnaliser la croissance en promouvant le tourisme de santé et de bien-être, le tourisme d'affaires, le tourisme événementiel et différents produits de niche. Les politiques du tourisme continuent d'accorder une grande priorité aux débouchés offerts par la transformation numérique, qu'il s'agisse de la communication créative et ciblée ou de la manipulation et de l'analyse de données.

L'essor des voyages internationaux, notamment en provenance du marché chinois et des autres marchés asiatiques, est porteur sur tous les continents. Les autorités se sont davantage attachées à améliorer l'accessibilité et à atténuer les obstacles au voyage, notamment en matière de visa et d'entrée sur le territoire, tout en prenant en compte les préoccupations croissantes que suscitent les questions de sécurité. Parallèlement, plusieurs pays ont renforcé la promotion du marché intérieur, y compris par des initiatives visant à offrir à tous des possibilités de vacances.

Parmi les politiques menées du côté de l'offre pour renforcer la compétitivité figurent la promotion des investissements et la simplification de la réglementation applicable aux entreprises, sans pour autant exclure l'éventuel besoin d'étendre et de préciser la réglementation dans des domaines naissants tels que les services touristiques informels promus au travers de plateformes en ligne. La nécessité de remédier aux insuffisances de main-d'œuvre et de compétences dans le secteur est considérée comme une question centrale dans de nombreux pays ; il faut faire mieux connaître les carrières de la filière, leur attrait et les formations adaptées disponibles.

Le choix effectué par les Nations Unies de déclarer l'année 2017 « Année internationale du tourisme durable pour le développement » a permis d'attirer davantage l'attention sur la question du tourisme durable et sur la contribution du secteur aux Objectifs de développement durable. Cette thématique transparaît dans les priorités de l'action publique de nombreux pays, qui mènent des actions visant à améliorer le suivi des répercussions du tourisme, à étendre les dispositifs de certification, à encourager l'utilisation de nouvelles technologies et de nouveaux instruments de financement vert, et de manière générale à promouvoir une croissance du tourisme écologique et socialement inclusive.

Messages clés à l'intention des pouvoirs publics

Favoriser une démarche intégrée :

- Mettre au point des stratégies de long terme prenant en compte les arbitrages à opérer et les complémentarités existant avec les domaines connexes de l'action publique, et cerner de manière précise les rôles, fonctions et interactions des principales parties prenantes.
- Prendre conscience de l'utilité d'un dialogue solide entre les pouvoirs publics, la filière touristique et la société civile aux stades de l'élaboration, de l'application et du suivi des mesures.

Se préparer aux mégatendances :

- Élaborer des démarches systémiques et stratégiques pour s'adapter à un environnement de plus en plus évolutif, interconnecté et dynamique.
- Moderniser les cadres réglementaires et législatifs en œuvrant largement, en association avec les principales parties prenantes, à leur élaboration, et en agissant en faveur de l'intégration de mécanismes prédictifs à l'action publique et au processus de réglementation.
- Entretenir des partenariats avec les professionnels du tourisme, d'autres gouvernements et la société civile, afin de faire face aux répercussions transversales des mégatendances et d'élaborer des réponses tenant compte des nouveaux modes innovants de prestation des services en place dans les entreprises.
- Prendre des mesures pour préparer des politiques du tourisme à l'épreuve des tendances futures et promouvoir au sein de l'appareil d'État une culture de l'innovation et de la gestion du changement, afin de s'assurer que les mégatendances de long terme sont dûment prises en considération, notamment par de solides scénarios et analyses de données.

Inciter à investir dans le tourisme durable et à le financer :

- Intégrer des critères écologiques et durables aux supports de financements et d'investissements de la puissance publique, et encourager le recours à des instruments « verts » pour financer les projets touristiques, notamment en s'appuyant sur l'investissement privé.
- Encourager des pratiques commerciales plus responsables dans le secteur du tourisme par l'intégration de critères environnementaux et sociaux aux politiques et programmes du tourisme, la mobilisation d'« investisseurs verts » et l'adoption de pratiques durables par les entreprises.
- Renforcer les capacités et mieux coordonner les actions menées par les différents niveaux d'administration dans les secteurs concernés par l'action publique, dont le tourisme, l'environnement et l'innovation, afin d'accompagner la transition vers des pratiques d'investissement et de financement plus durables pour le tourisme.
- Améliorer les données et les analyses relatives aux financements et aux investissements « verts » propices au développement d'un tourisme durable, afin d'intégrer finement le risque environnemental aux décisions de financement et d'investissement concernant le tourisme, et de permettre une meilleure compréhension des répercussions économiques, sociales et environnementales des investissements dans le tourisme.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



Retrouvez le texte complet sur [OECD iLibrary!](#)

© OECD (2018), *OECD Tourism Trends and Policies 2018*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/tour-2018-en